



Communauté genevoise d'action syndicale

Organisation faîtière regroupant l'ensemble des syndicats de la République et canton de Genève // info@cgas.ch
Rue des Terreaux-du-Temple 6, 1201 Genève - tél. 0041 22 731 84 30 - iban CH69 0900 0000 8541 2318 9

associée à **Centre kurde des droits de l'homme;**
Centre culturel des Alévis de Genève; Maison populaire de Genève

Monsieur le Directeur général du BIT
Guy RYDER
route des Morillons 4
1211 Genève 22

Notre réf. 2921-CoT

Genève, le 20-05-2014

inviter le gouvernement turc à prendre les mesures nécessaires pour que les travailleurs puissent travailler dans des conditions humaines et à ratifier enfin la Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Monsieur le Directeur général,

Permettez-nous d'abord de féliciter le personnel de votre institution pour sa sollicitude à l'égard de la délégation qui s'est rendue le 19 mai 2014 devant l'entrée principale du BIT afin de lui remettre la déclaration ci-jointe, lue à la place des Nations lors de la manifestation organisée par les collectifs sous-signés.

Ainsi Madame Terry POWELL et Monsieur Tilman GECKELER nous ont appris que - dans le cadre de la santé et de la sécurité au travail -

- le BIT fournit de la coopération technique à tous les pays qui la demande,
- une délégation du BIT établira un rapport sur le grave incident survenu à Soma le 15 mai 2014;
- les Etats n'ayant pas ratifié une Convention internationale de l'OIT, mais au demeurant membre de cette dernière, doivent régulièrement expliquer à ses instances le maintien de leur refus de s'obliger à son égard.

Cela étant, les collectifs sous-signés vous demande de bien vouloir confirmer que

- les Services de santé et sécurité au travail du BIT peuvent présentement enquêter sur les circonstances ayant conduit à la tragédie de Soma,
- le gouvernement turc se soit déclaré favorable à de telles investigations en vue de l'aider à mieux prévenir les risques et accroître rapidement la sécurité des mineurs sur son territoire;
- à défaut, le Bureau international du travail invitera les délégations gouvernementale, des employeurs et des travailleurs trucs à témoigner devant la prochaine Conférence internationale du travail de façon à ce les délégations des autres Etats membres puissent convenir de mesures extraordinaires qui soient de nature à modifier «l'ordre des choses prévalant ce jour».

Le Secrétariat de la CGAS assumera le rôle de centre de liaison pour les signataires, lesquels vous prient de croire, Monsieur le Directeur général, à l'expression de leur parfaite considération.

Ramazan TUTAR, Centre kurde des droits de l'homme

Zozan FARROKH, Centre culturel des Alévis de Genève

Demir SÖNMEZ, Maison populaire de Genève

Claude REYMOND, secrétaire syndical CGAS

La mort de plus de 300 mineurs à Soma
n'est pas un accident mais un

massacre par négligence

Suite à une explosion à Soma (Turquie), plus de 300 mineurs ont perdu la vie. Ceci comme beaucoup d'autres événements tragiques n'est pas un accident, mais un massacre. Puisque, trois semaines avant cette tragédie, un parlementaire turc du CHP a demandé à l'Assemblée nationale turque d'ouvrir une enquête en raison d'accidents répétés dans cette région où il y a beaucoup de mines. Les députés d'AKP, parti majoritaire au pouvoir de M. R.-T. Erdogan, ont voté massivement contre cette demande d'enquête. La Turquie détient le triste record d'être le pays le plus dangereux pour ses travailleurs par rapport à tous les autres pays Européens et il est le troisième pays du monde après l'Algérie et le Salvador.

Cette situation tragique et inhumaine, qui nous rappelle la situation des mines dans l'Europe du 19^{ème} siècle, est le résultat des politiques économiques ultralibérales menées par le gouvernement islamo-conservateur depuis une dizaine d'années. La plupart des mines ont été privatisées sous ce gouvernement. Elles sont gérées par les hommes d'affaires sans scrupule et très proches du parti au pouvoir de M. Erdogan. Ces hommes d'affaires engagent souvent les entreprises en sous-traitance et un bon nombre de travailleurs ne sont même pas déclarés.

Afin de diminuer ses besoins d'énergies importées comme le gaz et le pétrole, le gouvernement actuel a autorisé l'ouverture de beaucoup d'autres mines à travers tout le pays. La sécurité des mineurs est totalement négligée et les normes élémentaires sont sacrifiées pour plus de production. Cette situation d'insécurité au travail n'existe pas seulement dans les secteurs miniers et sidérurgiques mais aussi dans les secteurs du textile et de la construction.

Au lieu de défendre les travailleurs et leurs droits, la plupart des syndicats en Turquie sont proches du gouvernement et ils sont en partie responsables de cette situation. Certains syndicalistes ont considéré la tragédie de Soma comme si c'était un accident ordinaire et ont jugé que le métier du mineur était de toute façon un métier dangereux.

Dans le domaine de la démocratie et des droits de l'homme, tout comme celui du travail, les lois promulguées par le parlement turc favorables aux minorités, citoyens ou aux travailleurs ne sont tout simplement pas appliquées. Par exemple en juin 2012, le Parlement turc a voté une loi sur « la santé et la sécurité au travail » qui prévoit des obligations pour les entreprises, dont celle d'évaluer leur niveau de dangerosité -les mines sont ainsi des lieux de travail dits « très dangereux »- et de déterminer les mesures devant être prises afin d'améliorer leur sécurité.

Nous les signataires appelons l'Organisation internationale du travail à intervenir auprès du gouvernement turc afin qu'il honore ses engagements internationaux et prenne les mesures nécessaires pour que les travailleurs puissent travailler dans des conditions humaines.

Nous demandons la démission des ministres de l'énergie et de la sécurité sociale. Nous demandons aussi que tous les responsables de cette tragédie soient jugés par des tribunaux indépendants.



REGARD DIRECT

SOLIDARITÉ
AVEC LES
MINEURS
TURCS

Une vingtaine de personnes ont manifesté hier, sur la place des Nations, à Genève, leur soutien aux victimes de l'accident minier de Soma. Le petit groupe – principalement des membres des communautés turque et kurde de Genève – a réclamé de meilleures conditions de travail dans les mines turques. «Le gouvernement AKP [parti islamo-conservateur] est clairement coupable pour tous ces morts!» clame Demir Sönmez, de l'association Maison populaire de Genève. Et d'ajouter que «la Turquie refuse toujours de signer la convention de l'Organisation internationale du travail sur la sécurité et la santé dans les mines». Estimant que l'accident de Soma «est un massacre», les manifestants appelaient l'OIT à «intervenir auprès du gouvernement turc afin que les mineurs puissent travailler dans des conditions humaines».

MOHAMED MUSADAK/JPDS



AGORA

«Dans des conditions démocratiques, la réélection aurait été inimaginable»

HONGRIE • Début avril 2014, le Fidesz, parti conservateur du premier ministre Viktor Orbán, a raflé deux tiers des sièges aux législatives. Avantage par les médias et par une loi électorale, il l'a également été par l'absence d'une opposition crédible. Eclairage.

BALAZS BERKOVITS*

Le gouvernement sortant du parti Fidesz a obtenu à nouveau une majorité des deux tiers au parlement de Budapest, avec seulement 45% des votes exprimés et un taux de participation très bas. Bien entendu, cela n'a pas été une surprise, sauf peut-être pour l'opposition qui reste perplexe devant ce résultat: comment se fait-il que ce gouvernement soit reconduit, alors que le pays est en ruines et que la pauvreté s'étend à une vitesse jamais vue? Tous les groupes sociaux ont été sévèrement maltraités (sauf la classe moyenne supérieure) ces quatre dernières années et tous les droits des citoyens-ne-s sont bafoués quotidiennement: l'école redevient répressive, véhiculant une idéologie autoritaire; on criminalise la pauvreté. En conséquence de tout cela (et encore de bien d'autres mesures dont l'énumération tendrait à l'infini), des centaines de milliers de personnes fuient à l'étranger.

La situation est en effet difficile à comprendre: dans des conditions démocratiques, la réélection de ce gouvernement aurait été inimaginable. Mais la démocratie (aussi imparfaite qu'elle était durant la période entre 1990 et 2010) fait désormais partie du passé en Hongrie. Il n'y a que les partis de l'opposition (le Parti socialiste et quelques fragments de partis socio-libéraux) qui s'illusionnent encore sur la possibilité de battre ce gouvernement dans les urnes. L'unique moyen de faire barrage au «surpouvoir» extrême du gouvernement et à son triomphe prévisible aurait pu être le boycott des élections, complété par une politique agressive de confrontation

directe. Il aurait fallu mettre en évidence que ces élections étaient truquées, car le nouveau système électoral favorise de manière éhontée le Fidesz, qui contrôle les médias. Les électrices-eurs sont intimidés, conscients qu'en votant localement pour l'opposition, ils et elles seront pénalisés par le pouvoir central, voire seront menacés personnellement si leur antipathie à l'égard du gouvernement devient publique (et peu de gens peuvent risquer le licenciement pour des raisons politiques...). Car l'opposition socio-libérale n'est pas capable de leur faire croire qu'elle est en mesure de les soutenir, de les protéger, faute de courage et de volonté politique. Et bien sûr, les plus démunis-e-s ne votent pas, n'ayant aucun espoir d'amélioration de leur situation, l'opposition étant loin d'être crédible sur ce plan-là.

Cette opposition est d'autant moins crédible qu'elle aligne son discours, en le droitisant, sur celui du Fidesz, sans contester ni les promesses démagogiques de ce dernier ni sa rhétorique nationaliste. Pareil, voire pire, pour le petit parti vert (LMP, 5% des suffrages), qui pense pouvoir dépasser le clivage droite-gauche, en critiquant les deux grandes formations politiques, mais en s'approchant du symbolisme de la droite (parlant de la «dictature d'opinion libérale», qu'il faut briser, par exemple, sur «la question Rom»), promouvant par là un discours de droite «décomplexé».

Toujours est-il que le Fidesz a obtenu beaucoup moins de votes cette année qu'en 2010, et moins qu'en 2006 et 2002, alors qu'il avait perdu les élections! Et pourtant,

chose curieuse, ces suffrages ont néanmoins été suffisants pour atteindre la majorité des deux tiers cette année. Mais il ne faut pas oublier non plus le succès du Jobbik, le parti néonazi, qui a récupéré 20% des votes. Il est vrai que sur le plan idéologique, le Fidesz et le Jobbik ne sont pas très éloignés l'un de l'autre, quoique ce dernier professe l'antisémitisme et le racisme de manière ouverte et n'hésite pas à recourir à l'intimidation par ses troupes en uniforme (pas encore armées toutefois...). Le Fidesz est un parti fasciste, caractérisé par sa volonté de tout contrôler par un Etat paternaliste et corporatiste extrêmement fort, par la stigmatisation des groupes sociaux démunis et des minorités (y compris par la voie législative, même si cela se fait de manière implicite), la diffusion de l'idéologie autoritaire ainsi qu'un conservatisme social poussé à l'extrême. C'est le Jobbik néonazi qui est susceptible de devenir le rival principal du Fidesz fasciste lors des prochaines élections (ces deux partis représentent les trois quarts des sièges dans le nouveau parlement), tant la gauche est affaiblie, voire inexistante.

Telles sont aujourd'hui les perspectives de ce pays membre de l'Union européenne depuis dix ans. L'unique espoir est la résistance civile et le renouvellement des forces contestataires potentielles venant d'en bas. Espoir mince, pourtant, car le pouvoir en place fait tout pour les éradiquer (par la nouvelle loi «civile» notamment), les faire taire ou les pousser dans l'isolement.

*Sociologue, journaliste indépendant, Budapest. Texte paru dans Pages de gauche n°133, mai 2014. www.pagesdegauche.ch

AU PIED DU MUR

«Encore trop d'égalité entre Juifs et Arabes»

Quand Yaïr Lapid, star de télévision, s'est présenté aux élections législatives de janvier 2013, il a été décrit dans les médias comme de «centre-gauche». D'après les rares idées politiques qu'il a exprimées, j'ai tenté de corriger: «Dans le meilleur des cas, Lapid c'est le centre-droit». Et il n'a pas fallu longtemps pour s'en rendre compte: avec ses 19 députés, il a immédiatement formé un bloc avec le parti d'extrême droite «La Maison juive», pour rejoindre le gouvernement de droite de Benjamin Netanyahu en position de force. Depuis qu'il est ministre, Lapid n'a eu cesse de multiplier les déclarations racistes ainsi que des initiatives populistes nationalistes.

La dernière en date: une politique de «préférence claire et visible [en allocations et avantages fiscaux] à ceux qui ont fait leur service militaire». En Israël, quand on dit «ceux qui ont fait leur service militaire», on veut dire en fait «aux Juifs», car il suffit qu'un membre de la famille l'ait fait pour être inclus dans cette catégorie.

Que dit Lapid? «Nous ne sommes pas prêts à nous excuser du seul fait d'être sionistes, et nous disons de manière claire que ceux qui contribuent davantage recevront davantage. Service militaire, civil ou social – ce sont des valeurs. Un jeune qui donne trois ans de sa vie, qui souvent même risque sa vie, est un meilleur citoyen. Il mérite un traitement clairement privilégié.»

Mais y a-t-il quelque chose de neuf dans la politique défendue par le jeune et ambitieux ministre des Finances? Ou s'agit-il tout simplement de démagogie national-populiste? Dans *The Marker*, le supplément économique de *Haaretz*, le journaliste Merav Arlozorov nous montre,



PAR MICHEL WARSCHAWSKI*

chiffres à l'appui, que la discrimination entre Juifs et non-Juifs est vieille comme l'Etat hébreu, et structurelle: par tête d'habitant, le budget de l'éducation est inférieur de 35% pour la population arabe; le salaire moyen est pour les Juifs de 9950 shekels par mois (un peu moins de 2600 francs suisses), alors que pour les Arabes il n'est que de 5900 shekels (1500 francs); quant au niveau de vie, il est, pour les Arabes, inférieur de 60%.

Alors que les Arabes (sans les territoires occupés) représentent 20% de la population israélienne, ils ne reçoivent que 14,4% des aides sociales, 12,6% des subsides alloués aux enfants et aux jeunes, 5,2% de ceux consacrés aux personnes âgées, 4% des budgets de la lutte contre la drogue, etc. Merav Arlozorov fait le total et arrive au chiffre effarant de 10,6% de l'aide gouvernementale octroyée à la population arabe, laquelle représente donc 20% de la population.

Manifestement, le ministre des Finances, champion des classes moyennes de Tel Aviv, n'a rien compris au principe qui constitue une démocratie. «Meilleur citoyen» est un oxymore, car dans une démocratie, le souverain est constitué de citoyens, égaux en droits civiques et sociaux. Les régimes qui distinguent les citoyens de première et deuxième catégories ont toujours été les anti-chambres de régimes fascistes, dans lesquels on retire les droits citoyens aux moins bons (retardés mentaux, invalides, minorités ethniques...) et où le citoyen est remplacé par des soldats de la nation, aux uniformes de couleurs différentes selon leur capacité à servir l'Etat.

*Militant anticolonialiste israélien, fondateur du Centre d'information alternative (Jérusalem/Bethléem).